

**INSTITUT SUPERIEUR
DE COMMERCE DE KINSHASA**

***Centre des Recherches Interdisciplinaires
sur la Gestion et le Développement (CRIGED)***

Revue Congolaise de Gestion

**EFFETS DIRECTS DE LA CRISE SANITAIRE A COVID-19 SUR LES FINANCES
PUBLIQUES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : REGARD
CONJONCTUREL PAR LA COMPARAISON DES MOYENNES**

LUBONGO MBILU Yannick, NGUINDANI Louise

- Médiaspaul, 2023
- CRIGED, 2023
www.criged-isc.org

Dépôt légal : RZ 3.02210-57592

N° ISSN : 2958-4892

Diffusion : ISC-Kinshasa, Av. du 24 Me Kinshasa-Gombe/ RDC 10^{ème} Rue Limete, n° 18 Kinshasa /
RDC www.mediaspaul.cd

Imprimerie MÉDIASPAUL – Kinshasa

Volumen°20, Mars2023

I. INTRODUCTION

Depuis la fin de l'année 2019 et le début 2020, le monde a fait face à la pandémie de la Covid-19 qui s'est déclenchée à Wuhan en République Populaire de Chine et qui, aujourd'hui, a atteint presque tous les pays. Au-delà de ses effets sur la santé publique, la Covid-19 a fortement impacté l'économie mondiale. L'expansion rapide de la pandémie sur les cinq continents, vers la fin du premier trimestre de l'année 2020, a engendré de fortes perturbations de l'activité économique au niveau mondial. La quasi-totalité des pays du monde a été touché. Les problèmes observés dans les circuits de production, d'approvisionnement, des échanges nationaux qu'internationaux ainsi que les dysfonctionnements dans le secteur monétaire et financier ont révélé une réalité à laquelle les théories économiques n'accordaient pas assez d'attention (Mujani J., 2020).

L'observation de la vie économique sur une longue période met en évidence une succession de phases où l'activité économique est plus ou moins favorable ou dégradante, laquelle succession peut être causée par un choc endogène ou exogène sectoriel.

La crise sanitaire à covid-19 a compromis la stabilité macroéconomique et la croissance économique de la RDC voire à l'international, selon son ampleur. Elle est également à la base d'un ralentissement de l'activité économique et a créé un profond déséquilibre de l'offre et de la demande globale. L'économie congolaise n'ayant pas connu de sort enviable, il est à cet effet important de conduire une analyse conjoncturelle par l'analyse des agrégats macroéconomiques des finances publiques afin de mieux cerner la situation.

L'étude s'interroge spécifiquement sur les effets directs de la crise sanitaire à covid-19 sur le comportement des recettes publiques de la RDC. Et, elle se fixe à cet effet l'hypothèse ci-après : la pandémie de la Covid-19 serait à la base de la modification négative des recettes publiques de la RDC.

II. Aperçu des indicateurs macroéconomiques et comportement des

outils des financements en RDC de 2019 – 2020

Le FMI, au travers la sélection de quelques indicateurs, fait un aperçu de la situation macroéconomique de la RDC en 2019 et 2020. En 2019, elle réalise 4,3% du PIB, l'IPC à 5,5%, les recettes publiques associées aux dons s'élèvent à 10,8% du PIB, dont 9,5% des recettes fiscales et non fiscales à 1,3% des Dons et Legs. Les dépenses publiques représentent 10,9% du PIB, spécifiquement 2,1% en capital. Deux déficits observables en 2019, respectivement le solde budgétaire de -0,2% et du solde de la balance courante de -3,5%. La RDC enregistre ce pendant 3,7% du PIB cependant des réserves officielles nettes et 13,3% des dettes publiques extérieures.

Comparativement à l'année précédente, l'année 2020 est marquée par des fluctuations descendantes et ascendantes, pour certains indicateurs identifiés en 2019. La production intérieure brute connaît une baisse de 4,3% en 2019 contre 3,9% en 2020. On note, respectivement, une légère baisse de l'IPC à 5,0% et des recettes publiques et Dons, à 10,6% globalement, dont 9,1% des recettes fiscales et non fiscales, particulièrement une légère hausse de 1,5% des Dons et Legs contre 1,3% en 2019. Les dépenses publiques sont globalement en baisse à 10,8% : une légère augmentation des dépenses en capital qui se traduit par effets

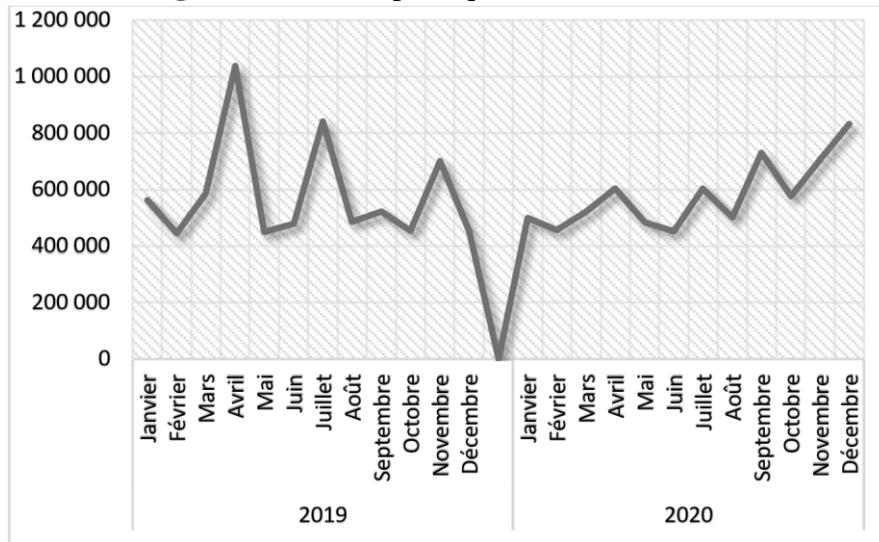
d'interventions publiques dans le secteur de la santé due à la crise sanitaire de la Covid-19. Un solde budgétaire déficitaire à -0,1% du PIB qui, du reste, est une augmentation, comparativement à -0,2% en 2019. Le solde compte courant, également déficitaire de -4,2%, sensiblement en baisse par rapport à 2019. Augmentation des réserves officielles de 3,9% du PIB et les dettes publiques extérieures baissent également à 12,7% contre 13,3% en 2019.

III. Approche comparative des moyennes et comportement des finances

publiques en RDC de 2019 à 2020 (en millions de Francs congolais).

Elle correspond, respectivement à la période pré et pendant la Covid-19, qui s'aperçoit sur l'évolution des finances publiques au travers les quelques variables ci-dessous indiquées.

Figure 1. Recettes publiques 2019 et 2020

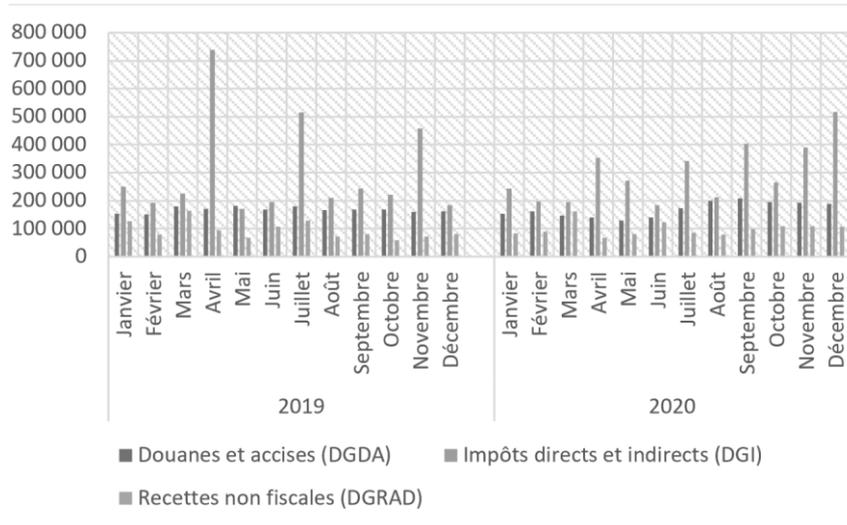


Source : *Elaboré par les auteurs sur base des données BCC, 2020*

Le graphique, ci-dessus renseigne sur l'évolution fluctuante des recettes publiques en 2019 et 2020. Globalement, la courbe indique une tendance baissière des recettes publiques en 2020, une baisse moyenne de 600 à 800 millions de CDF, allant du mois de janvier à septembre. On note, cependant, la reprise de l'activité pour le mois d'octobre et décembre 2020, qui se situe entre 800 millions et 1.000 000 000 de CDF. Cette période est marquée par

la levée de l'état d'urgence sanitaire ainsi que les festivités de fin d'année. La crise sanitaire de la Covid-19 constitue le mobile occasionnant la baisse significative des recettes publiques, Comparativement aux recettes de 2019 dont le niveau maximal se situe entre 1.000 000 000 et 1.200 000 000 CDF. Ces recettes publiques comprennent les recettes (fiscales et non fiscales) mobilisées.

Figure 2. Recettes publiques par Régies financières (DGDA, DGI et DGRAD) 2019 et 2020



Source : Elaboré par les auteurs sur base des données BCC, 2020.

Ces régies financières restent les principales sources à part importante d'alimentation du trésor public de la RDC. En comparant les recettes publiques des années sous analyse, on note de sensibles fluctuations entre ces années, marquées par une tendance baissière de la mobilisation des recettes en moyenne annuelle pour certaines régies en 2020, par rapport en 2019. La DGDA baisse légèrement de 168.311 millions en 2019 à 167.090 millions en 2020, la DGI baisse sensiblement ses recettes à 278.396 millions en 2020 contre 316.801 millions en 2019. Cependant, une légère hausse des recettes de la DGRAD de 96.670 millions à 98.666 millions, respectivement en 2019 et 2020.

IV. Considération sur l'épargne et l'investissement

L'investissement. Nous savons que le PIB correspond au revenu total de l'économie ainsi qu'aux dépenses totales d'une économie :

$$PIB = Y = C + I + G + XN \quad (1)$$

Où :

PIB : Produit intérieur brut :

C : Consommation :

I : Investissement :

G : Dépense publique :

XN : Exportation nette :

Supposons en économie fermée :

$$Y = C + I + G \quad (2)$$

De l'équation (2) on tire l'investissement

$$I = Y - C - G \quad (3)$$

L'Épargne, deux composantes de l'épargne nationale :

Soit « T » les recettes fiscales du gouvernement (nettes de transferts) :

$$S = Y - C - G (+T - T) \quad (4)$$

Ou encore :

$$S = (Y - T - C) + (T - G) \quad (4')$$

Notons ;

$$Sp = Y - T - C \quad (5) \text{ où :}$$

Sp : épargne privée :

$$Sg = T - G \quad (6)$$

Sg : épargne publique

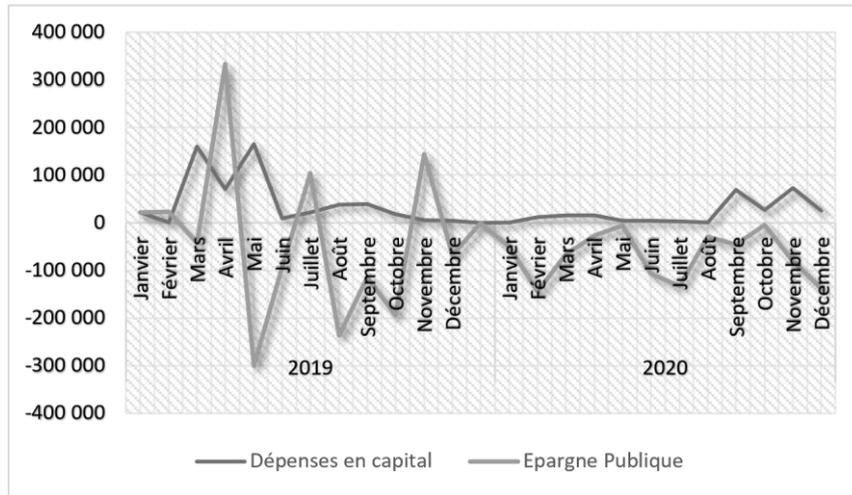
Or,

$$S = Sg + Sp \text{ (épargne nationale),}$$

$$S = I = Y - C - G : \quad (7)$$

$$I = S \quad (8)$$

Figure 3 . Investissements publics et épargnes publiques 2019 et 2020



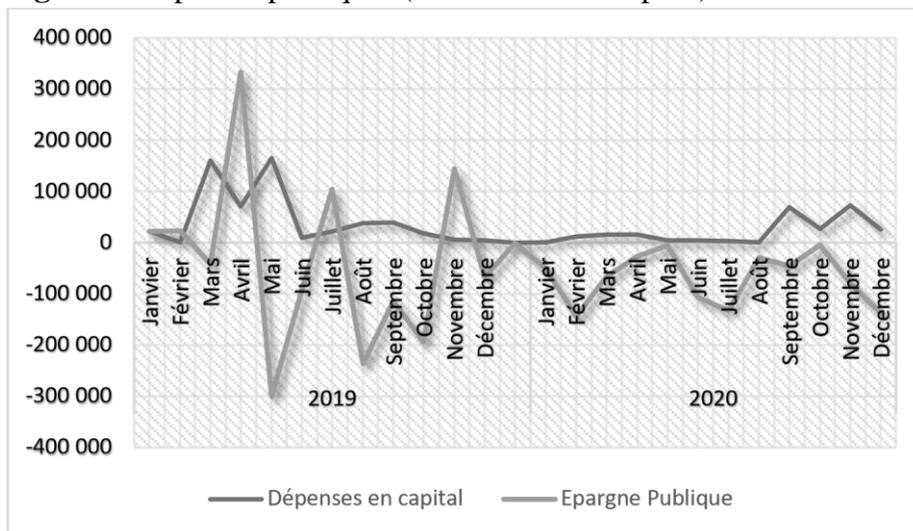
Source : *Elaboré par les auteurs sur base des données BCC, 2020*

L'évolution de ces courbes montre la part des ressources consacrées à l'investissement et à l'épargne. Les dépenses consacrées à l'investissement (dépenses en capital) restent très faibles au cours de la période sousobservation, comparativement entre ces deux périodes 2019 et 2020, et dont le niveau maximal se situe entre 100 millions et 200 millions de CDF. Une tendance à la baisse et linéaire de novembre 2019 à août 2020.

Globalement, l'épargne publique est presque inexistante pendant ces deux années, à l'exception des fluctuations à tendance haussière observées pour les mois d'avril, juillet et novembre 2019. Elle est également inexistante pour l'année 2020 où elle atteint même le niveau négatif, défavorable à l'économie étant donné que l'épargne publique doit être susceptible d'influencer l'investissement public.

$S_g - I_g < 0$: l'économie congolaise en besoin de financement.

Figure 4. Dépenses publiques (courantes et en capital) 2019 et 2020



Source : *Elaboré par les auteurs sur base des données BCC, 2020*

Il existe, en RDC, un écart très considérable entre les dépenses courantes et celles en capital (dépenses d'investissements). On observe une tendance linéaire des dépenses en capital de juin 2019 à août 2020. Cette situation est tributaire à la crise sanitaire à Covid-19.

V. Présentation des résultats et commentaires

L'analyse empirique a porté sur les tests d'échantillonnage indépendant de

normalement distribuées dont le Test de Z pour un échantillon « n » supérieure ou égale à 30 observations ($n \geq 30$) et le Test de T (Student) pour un échantillon

« n » inférieure à 30 observations ($n < 30$), et aussi (ii) la série par rapport à l'absence de la normalité, dont le Test W (Test de

Test de Student (T-Student), en faisant la comparaison des moyennes des variables sous analyse en vue de tester la significativité de ces écarts.

Tests d'échantillonnage indépendant : les comparaisons de ces moyennes, pour un échantillon indépendant, concernent : (i) les séries

Wilson ou de rang) qui permet de tester la significativité des variables.

Il ressort de cette analyse empirique de nos variables des échantillons indépendants, et après la comparaison des moyennes des échantillons, des écarts à tendances haussière ou baissière pour certaines variables en **absence** ou **présence** Covid-19. Notamment, le total des recettes, spécifiquement les recettes de la DGDA et de la DGRAD dont les moyennes annuelles en présence covid-19 sont supérieures en absence covid-19 et se révèlent contraires aux observations théoriques.

Pour les dépenses, des tendances haussières par rapport aux moyennes des dépenses totales et courantes en présence de la Covid-19 par rapport à l'absence Covid-19.

Tests d'échantillonnage indépendant : les tableaux ci-dessous, permettent de statuer sur la significativité de ces écarts au seuil de 5% (0,05). La comparaison des moyennes est faite **par rapport aux recettes et aux dépenses**.

Tableau 2. Test de Levene sur l'égalité des variances au seuil de 5% (0,05)

F	Test de Levene sur l'égalité des variances		Choix des hypothèses
	Sig.		
Total des recettes fiscales et non fiscales	1,157	,294	H₀ accepté. La variance des recettes totales en absence Covid-19 est égale à la variance des recettes totales en présence Covid-19.
Douanes et accises (DGDA)	22,241	,000	H₀ rejeté. La variance des recettes de la DGDA en absence Covid-19 est significativement différente à la variance des recettes de la DGDA en présence Covid-19.
Impôts directs et indirects (DGI)	2,089	,162	H₀ accepté. La variance des recettes de la DGI en absence Covid-19 est égale à la variance des recettes DGI en présence Covid-19.
Recettes non fiscales (DGRAD)	,808	,378	H₀ accepté. La variance des recettes de la DGRAD en absence Covid-19 est égale à la variance des recettes de la DGI en présence Covid-19.

Source : Auteurs, à l'aide du logiciel SPSS

Tableau 3. Test-t pour égalité des moyennes au seuil de 5% (0,05)

	T	Ddl	Sig. bilatérale	Différence moyenne	Différence écart-type	Intervalle de confiance 95% de la différence	
						Inférieure	Supérieure
Total des recettes fiscales et non fiscales	,065	22	,948	4189,16667	64040,74462	-128623,20885	137001,54219
	-,171	22	,866	-1415,83333	8267,49114	-18561,56054	15729,89388
Douanes et accises	,032	22	,975	1878,50000	59097,98906	-120683,22789	124440,22789

(DGDA)							
Impôts directs et indirects (DGI)	- ,453	22	,655	- 5259,00000	11605,45334	- 29327,23712	18809,23712
Recettes non fiscales (DGRAD)							

Source : Auteurs, à l'aide du logiciel SPSS

A l'issue de la comparaison des moyennes des variables sous analyse (la mobilisation des recettes totales, des recettes de la DGDA, des recettes de la DGI ainsi que celles de la DGRAD), nous

acceptons H_0 pour l'ensemble de ces variables au seuil de 5% (soit 0,05). Les moyennes des variables en absence Covid-19 sont égales aux moyennes des variables en présence Covid-19.

Tableau 4. Test de Levene sur l'égalité des variances au seuil de 5% (0,05)

F	Test de Levene sur l'égalité des variances		Choix des hypothèses
	Sig.		
Dépenses courantes	1,434	,244	H_0 accepté. La variance des dépenses courantes en absence de la Covid-19 est égale à la variance des dépenses courantes en présence de la Covid-19.
Dépenses en capital	,514	,045	H_0 rejeté. La variance des dépenses en capital en absence Covid-19 est significativement différente à la variance des dépenses en capital en présence de la Covid-19.
Epargne Publique	,257	,009	H_0 rejeté. La variance d'épargne publique en absence Covid-19 est significativement différente à la variance d'épargne publique en présence de la Covid-19.

Source : Auteurs, à l'aide du logiciel SPSS

Tableau 5. Test-t pour égalité des moyennes au seuil de 5% (0,05)

	T	ddl	Sig. (bilatérale)	Différence moyenne	Différence écart-type Inférieure	Intervalle de confiance 95% de la différence	
						Supérieure	
Total des dépenses	-,604	22	,552	-29925,25000	49551,39979	-132688,56350	72838,06350
Dépenses courantes	-1,259	22	,221	-53933,66667	42823,33194	-142743,82145	34876,48812
Dépenses en capital	1,399	22	,176	25438,33333	18185,74174	-12276,58669	63153,25336
Epargne Publique	,646	22	,525	34114,41667	52849,40386	-75488,53866	143717,37199

Source : Auteurs, à l'aide du logiciel SPSS

En comparant les moyennes des variables sous analyse (dépense totale, dépenses courantes, dépense en capital et épargne publique), on accepte H_0 pour l'ensemble de ces variables au seuil de 5% (soit 0,05). Leurs moyennes, en absence Covid-19, sont égales aux moyennes des variables en présence Covid-19.

VI. Conclusion

Il ressort des observations théoriques et empiriques que les indicateurs des finances publiques autour desquels est centrée cette réflexion se sont révélés fragiles et peu résilients, en comparant l'année 2019 et 2020. Leurs évolutions sont marquées globalement par des tendances baissières pendant plusieurs mois au cours des années sous étude, sinon de légères fluctuations à très courte durée. La baisse de recettes de certaines régions financières et la baisse de l'épargne publique, qui atteint le niveau négatif et qui est défavorable à l'économie et affecte les dépenses en capital (investissement).

Il se dégage, des analyses empiriques de nos variables considérant les échantillons indépendants, et après la comparaison des moyennes des échantillons, des écarts à tendances haussières ou baissières pour certaines variables en **absence** ou en **présence** de la Covid-19. Notamment le total des recettes, spécifiquement les recettes de la DGDA et de la DGRAD dont les moyennes annuelles en présence de la covid-19 sont supérieures en absence de la covid-19. Cela veut dire, par rapport à la moyenne et la variance des recettes, la Covid-19 n'a pas influencé significativement et de manière négative toutes les régions financières. Par rapport aux dépenses, la crise sanitaire à Covid-19 n'a pas aussi influencé toutes les natures des dépenses.

Au regard de la vérification des hypothèses, il existe des variables des recettes et des dépenses des échantillons

indépendants, des variables dont les variances et les moyennes sont égales en **présence** et en l'**absence** Covid-19. Mais également, d'autres variables dont les variances et les moyennes sont significativement différentes.

Etant donné le caractère sélectif de la crise sanitaire à Covid-19 sur les finances publiques, nous recommandons aux pouvoirs publics : (i) de renforcer les mesures de lutte contre le coulage des recettes et renforcer la mobilisation des recettes publiques, et (ii) de renforcer les mesures de résilience des finances publiques.

- Références bibliographiques

1. Banque Centrale du Congo. 2018, Rapport annuel.
2. Banque Centrale du Congo. 2020, Canaux de transmission de la récession mondiale sur les pays en développement (dont l'économie congolaise), revue BCC.
3. Pinshi, C.P. 2021, Préserver l'Économie à l'Ere de la COVID-19 : Une Pensée Optimale à la Fujita, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal03093604>.
4. Pinshi, C.P. 2021, Vue d'ensemble de la COVID-19 : De la définition aux effets spillovers macroéconomiques, <https://hal.archivesouvertes.fr/hal-03139785>.
5. Capul. J.Y. 2010, Dictionnaire d'économie et des sciences sociales, www.edition-hatier.
6. Edouard, C. 2016, Fluctuations et politiques macroéconomiques, Economica, Paris.
7. FMI. 2007, Système de statistiques des Comptes

Macroéconomiques vue d'ensemble, série des brochures, N°56-F.

8. FMI. 2019, IMF Country, report No19/285.

9. Gouvernement de la RDC/Ministère des finances, direction du trésor et de l'ordonnance (2020), Plan de trésorerie du secteur public.

10. Gouvernement de la RDC/Ministère du plan. 2020, Impact sanitaire et socioéconomique de la Covid-19 en RDC. Analyse prospective et orientations de la riposte multisectorielle, Kinshasa.

11. John, K. 1955, La crise économique de 1929.

12. Jonas, K. 2020, L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19 : état des lieux, analyses et perspectives, p.24. <https://hal.archives.ouverts.fr/hal-02888395>

13. Mujani, J.K. 2020, Incidence du choc sanitaire de la Covid-19 sur la performance des indicateurs macroéconomiques en RDC, Mémoire de licence, Ires, Faseg, Unikin.

14. Ntomba, H. 2014, Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) Réflexion stratégique sur les problèmes rencontrés et des pistes de solutions, Ires, Faseg, Unikin.

15. Ntungila, F. 2020, Introduction à l'économie de la santé, notes de cours, Faseg, Unikin.

16. Ntungila, KF, Lubongo, YL. 2017, Assurance santé et accès aux soins en République Démocratique du Congo : pour un meilleur soutien à ceux qui en ont le plus besoin, Cahier économique, numéro

spécial, Presse universitaire de Kinshasa-Ires, Faseg, Unikin.

17. Philippe, U. 1999, Les relations entre santé et croissance dans les pays développés, Les Cahiers du Gratice n°15.

18. Pool Scientifique de la communication, comité de riposte contre Covid-19. 2020,

Evaluation des programmes d'éducation, d'information et de communications de lutte contre covid-19 : une approche centrée sur les impacts positifs en matière de riposte à la pandémie, inédit.

19. Jurion, B. 2014, Notes d'économie politique, Ouverture économique, 4^e édition, de boeck, consulté le 22 juin 2021. En ligne. <http://www.supérieur.deboek.com>

20. <http://www.dictionnaire.larousse.fr>, dictionnaire en ligne, maison d'éditions-française, consulté le 22 juin 2021.

- Liste des sigles

- BCC : Banque Centrale du Congo
- CDF : Franc Congolais
- CES : Conseil Economique et Social
- Covid-19 : Coronavirus 2019 (nom complet)
- CR : Cellule de Recherches
- DGDA : Direction Générale des Douanes et Accises
- DGI : Direction Générale des Impôts
- DGRAD : Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniales
- ECOPOL : Economie politique

- FASEG : Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
- FMI : Fonds monétaire international
- H_0 : Hypothèse nulle
- H_1 : Hypothèse alternative
- IPC : Indice des prix à la consommation
- IRES : Institut de Recherches Economiques et Sociales
- OMS : Organisation mondiale de la santé
- PED : Pays en développement
- PIB : Produit intérieur brut
- PMUAIC-19 : Programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des impacts de la Covid-19
- RDC : République Démocratique du Congo
- TVA : Taxe sur la valeur ajoutée
- UNIKIN : Université de Kinshasa
- USD : Dollar américain